

Pour les services publics, contre l'État policier : En grève et en manif à partir du 12 octobre !



Depuis maintenant 3 semaines, les lycéen·nes se mobilisent avec détermination pour dénoncer le tri social, les conditions d'apprentissage plus que dégradées, les discriminations sexistes et racistes. **Ce que révèle ce mouvement et la parole des lycéen·nes, c'est un profond malaise et une perte de sens dans ce que peut leur apporter le service public d'éducation et plus généralement dans l'avenir que leur offre cette société (précarité croissante, crise écologique, péril fasciste).**

Ces mobilisations exemplaires, qui touchent désormais l'ensemble du territoire, ont été rejointes par les étudiant·es puis par des travailleur·ses qui se sont mis·es en grève le mardi 6 et le jeudi 8 octobre. Dans de nombreux lycées, les personnels se réunissent en AG et votent la grève.

Les tentatives du gouvernement pour faire taire ce mouvement ne fonctionnent clairement pas : ni la répression policière d'une brutalité sans nom, ni la répression disciplinaire ou judiciaire, ni la fermeture des établissements et le distanciel, ni les interdictions administratives, ni les simulacres de "démocratie interne" ne viendront à bout de la volonté de la jeunesse.

Cependant, cette surenchère répressive, d'une ampleur inédite contre la jeunesse, met en grave danger des milliers d'élèves qui sont gazé·es, arrêté·es, matraqué·es et mutilé·es. Cette violence absolue doit être stoppée immédiatement. Nous le disons clairement, ce ne sont pas des feux de poubelle ou des feux d'artifice qui provoquent l'escalade, mais bien l'action de la police, encouragée par le gouvernement à réprimer la jeunesse "sans aucune consigne de retenue". Les lycéen·nes doivent pouvoir se réunir, agir et exprimer leurs revendications sans entrave ; leurs exigences doivent être entendues et trouver des réponses concrètes.

A la rentrée 2026, 4000 postes ont été supprimés dans l'éducation nationale. Dans l'académie de Paris, à 10 jours de la rentrée, 220 enseignant·es contractuel·les apprenaient qu'ils·elles n'avaient pas été renouvelé·s, voyant leur vie brutalement bouleversée. Une large intersyndicale avait exigé leur réemploi : Les besoins et les personnels sont là ! D'après le rectorat "c'était impossible"... Des milliers d'interpellations, des centaines de blessé·es et 4 jeunes mutilé·es plus tard, voilà que le ministre nous sort du chapeau 3000 prof·fes ! C'est honteux.

SUD éducation Paris exige :

- ✓ **La satisfaction des revendications lycéennes dans leur ensemble**
- ✓ **L'arrêt de toute répression, l'abandon de toutes les poursuites disciplinaires, judiciaires et administratives envers les élèves et l'amnistie de toutes celles et tous ceux déjà condamné·es !**

Personnels de l'éducation, nous devons prendre nos responsabilités et rejoindre massivement le mouvement, par la grève la semaine du 12 au 16 octobre 2026. D'ores et déjà nous savons que les journées des mardi 13 et jeudi 15 octobre seront des temps forts de cette mobilisation qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Le mouvement "Bloquons Tout !" du 10 septembre 2025 avait constitué un immense espoir populaire pour un changement radical à l'école et dans la société. Aujourd'hui, les revendications lycéennes et étudiantes rejoignent les nôtres. Dans ce sens, **la mobilisation du 17 octobre contre la vie chère s'inscrit dans notre calendrier.**

Les lycéen·nes ont ouvert la voie : Construisons la convergence des luttes !

SUD éducation Paris - 30 bis, rue des Boulets - 75011 Paris

☎ 01 44 64 72 61 ✉ contact@sudeducation75.org

🌐 sudeducation75.org 📱 Sud éducation Paris 🐦 [@sudeducparis](https://twitter.com/sudeducparis)